



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# **Comité permanent des affaires étrangères et du développement international**

---

FAAE • NUMÉRO 085 • 1<sup>re</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

**TÉMOIGNAGES**

**Le jeudi 6 juin 2013**

**Président**

**M. Dean Allison**



## Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 6 juin 2013

• (1200)

[Traduction]

**Le président (M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC)):** Bonjour tout le monde.

Nous avons très peu de temps puisque nous devons probablement lever la séance à la sonnerie d'une demi-heure qui se fera entendre dans environ 15 minutes.

Nous allons très rapidement régler quelques points avant de commencer.

Nous voulons que vous ayez le temps de témoigner puis de répondre à une courte série de questions.

Au cas où vous ne le saviez pas, nous ne rencontrerons pas les témoins pour la Corée du Nord. C'est annulé pour aujourd'hui.

Monsieur Dechert.

**M. Bob Dechert (Mississauga—Erindale, PCC):** Comme vous le savez, monsieur le président, le projet de loi S-14 a été renvoyé au comité. Je propose que nous nous en occupions jeudi prochain et que nous convoquions des témoins — des fonctionnaires, et peut-être un ou deux autres témoins. Je propose d'ailleurs d'inviter Janet Keeping, de Transparency International. Idéalement, il faudrait évaluer le projet de loi et en terminer l'étude article par article dans une seule et même séance.

**Le président:** Bien.

Monsieur Dewar.

**M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD):** Cela nous convient, sauf que nous aimerions aussi convoquer des témoins indépendants. Nous enverrons les noms à la greffière dès que possible.

**Le président:** Bien. Merci beaucoup.

En deuxième lieu, je voulais vous dire que le budget de l'étude sur la Corée du Nord est de 5 200 \$. Y a-t-il des questions ou des commentaires à ce sujet?

Que tous ceux qui sont d'accord veuillent bien l'indiquer.

(La motion est adoptée.)

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous allons sans plus tarder laisser la parole au témoin au fond de la salle.

Je vous remercie de votre patience tandis que nous composons avec les sonneries et toutes sortes de votes. Vous avez déjà comparu, et nous sommes ravis de vous revoir.

M. Benn est le directeur des relations extérieures et du regroupement des partenariats pour le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Monsieur Robinson, ce n'est pas la première fois que nous vous rencontrons. Bienvenue encore.

Je vais laisser les témoins prononcer leur déclaration liminaire, après quoi nous tenterons rapidement de compléter une série de questions. Comme je l'ai dit, la sonnerie se fera probablement entendre dans 15 minutes. J'espère que chaque parti aura au moins cinq minutes pour poser des questions.

**Dr Christoph Benn (directeur, Relations extérieures, Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme):** Merci infiniment, monsieur le président.

Je vous remercie tous d'avoir trouvé le temps de nous recevoir. Nous comprenons parfaitement que c'est une période fort occupée et que des votes importants sont en cours. Nous sommes très honorés que vous nous accordiez quand même du temps. Je tenterai d'être le plus concis possible pour que nous puissions répondre à quelques questions.

J'aimerais brièvement faire le point sur ce qui s'est passé au sein du Fonds mondial depuis la dernière fois que nous nous sommes rencontrés, soit en octobre dernier. Mais avant, je tiens encore une fois à remercier infiniment le Canada d'appuyer chaudement le Fonds mondial année après année. Ce n'est pas la première fois que je le dis. Le Canada a joué un rôle important dans la création du Fonds mondial. C'est ici qu'ont eu lieu certaines des premières rencontres. Le Canada a été un généreux donateur et un membre hors pair. Nous vous en sommes très reconnaissants. Le Canada s'était engagé à verser 540 millions de dollars lors de la dernière reconstitution des ressources, ce qui était une augmentation par rapport au passé. Il a toujours versé ses contributions à temps et est un donateur très assidu. Je tenais vraiment à le souligner. Deuxièmement, le Canada a aussi appuyé le Fonds mondial par l'intermédiaire de MMV, ou Medicines for Malaria Venture. Le ministre Fantino a annoncé récemment une contribution de 20 millions de dollars de plus pour que les pays les plus pauvres aient accès à un traitement efficace contre le paludisme. C'est également fort apprécié.

Je tiens aussi à reconnaître que le Canada a été de façon générale tout un chef de file en matière de santé à l'échelle mondiale grâce au Fonds mondial, mais aussi à l'Initiative de Muskoka. Le Fonds mondial y a participé puisqu'il investit beaucoup dans la santé des femmes et des enfants. Le Canada est reconnu partout dans le monde pour ses efforts en ce sens. J'arrive tout juste de la conférence Women Deliver qui s'est tenue la semaine dernière à Kuala Lumpur, et où il a été question des progrès réalisés en matière de santé maternelle et infantile.

Depuis octobre dernier, le Fonds mondial a lancé un tout nouveau modèle de financement. C'est ce qui nous permet de mieux utiliser nos ressources. Nous avons simplifié le tout. Les pays peuvent ainsi faire une demande plus rapidement. Nous avons mis en place un processus de dialogue pour qu'ils participent encore plus à la conception des programmes. Les deux ou trois premiers programmes sont lancés et ont été extrêmement bien accueillis.

Un des effets, c'est qu'au dernier sommet de l'Union africaine... Il y a à peine 10 jours, un grand sommet a eu lieu pour célébrer les 50 ans de l'Union africaine. Les chefs d'État africains ont adopté unanimement une déclaration en faveur du Fonds mondial et de la reconstitution de ses ressources. Ce n'était jamais arrivé auparavant. Ils ont dit que le Fonds avait demandé de l'aide pour cette reconstitution et ont parlé de notre objectif de 15 milliards de dollars. À l'heure actuelle, les chefs d'État et les ministres de l'Afrique nous appuient très fortement.

L'autre grande nouveauté, comme vous le savez, c'est que nous avons lancé la quatrième reconstitution des ressources. Nous tiendrons une conférence de donateurs plus tard cette année, mais la première a été organisée par la Commission européenne, à Bruxelles, en avril dernier. Nous avons demandé 15 milliards de dollars à nos donateurs pour les trois prochaines années, soit de 2014 à 2016. Vous trouverez peut-être que c'est beaucoup d'argent. Nous en sommes conscients, mais je pense que les donateurs ont généralement assez bien compris notre justification. Il manque 15 milliards de dollars à l'échelle mondiale pour lutter efficacement contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. La grande nouveauté, c'est que même les pays touchés se mobilisent. Ils ont augmenté leur financement à l'échelle nationale. Il s'agit d'une responsabilité partagée. Celle-ci n'incombe pas uniquement aux bailleurs de fonds internationaux comme le Canada, à d'autres donateurs et à des organisations multilatérales comme le Fonds mondial, et les pays touchés mettent eux aussi la main à la pâte. Le manque total à combler pour les trois prochaines années est de 87 milliards de dollars, mais la majeure partie des fonds proviendra des pays touchés.

Si nous arrivons à combler cet écart de 15 milliards de dollars, le ratio d'intervention dans ces pays, même les plus pauvres, sera de plus de 80 p. 100 en prévention, en soins et en traitements. Ainsi, plus de 80 p. 100 de la population aura accès à un traitement efficace et à de bonnes mesures de prévention, ce qui marquera un tournant dans la lutte contre ces maladies. Il ne s'agira pas d'une simple augmentation graduelle des efforts. Grâce à cet argent, nous pourrions enfin reprendre le contrôle du SIDA, de la tuberculose et du paludisme d'ici quelques années. Il s'agit là d'une évolution sans précédent, parce qu'il y a deux ou trois ans, vous vous souviendrez que les pays et les régions touchés étaient dépassés par ces maladies à un point tel que nous ne pensions pas vraiment pouvoir renverser la vapeur. Mais nous pouvons aujourd'hui dire en toute confiance que nous pourrions enfin les contrôler. C'est une occasion sans précédent, en quelque sorte.

● (1205)

Il se pourrait qu'une telle chance ne se représente jamais, car si nous manquons le bateau, les maladies ne nous attendront pas. Les trois sont de plus en plus résistantes. Nous luttons donc contre la résistance aux médicaments du paludisme, du sida et de la tuberculose. On a d'ailleurs découvert une souche de tuberculose multirésistante aux médicaments qu'il faut enrayer maintenant, avant qu'elle ne se propage. C'est la meilleure façon d'empêcher la progression de ces souches résistantes.

Voilà notre cri de ralliement à l'intention des donateurs, y compris du Canada. Nous comprenons que vous traversez vous aussi une période d'austérité budgétaire. Nous en sommes parfaitement conscients, mais nous espérons que le Canada continuera d'être un chef de file en matière de santé à l'échelle mondiale, y compris au sein du Fonds mondial.

Un élément est extrêmement important. Nous avons déjà reçu une contribution très généreuse des Américains. Ceux-ci ont annoncé un

engagement de 1,65 milliard de dollars pour l'an prochain, soit la première année de la reconstitution des ressources. C'est le Président Obama qui en a fait l'annonce. Ainsi, les États-Unis devraient verser un total de 5 milliards de dollars en trois ans. C'est très généreux, car il s'agit du tiers des 15 milliards de dollars.

Or, le Congrès américain a pour règle de ne jamais verser plus que 33 p. 100 du total. Même si c'est très généreux, il doit limiter son financement. Par conséquent, nous ne pourrions obtenir cet argent que si les autres donateurs assument les deux autres tiers. Le Canada est un des nombreux donateurs auquel nous faisons appel. D'une certaine façon, il serait absolument tragique de mettre une croix sur cet argent tandis qu'une occasion sans précédent s'offre à nous.

Qu'en est-il des autres donateurs? Un certain nombre d'entre eux comptent augmenter considérablement leur contribution. Le Royaume-Uni en a déjà fait l'annonce. Nous n'avons pas encore de détails, mais l'augmentation semble être importante. L'Australie aussi l'a annoncé. Je crois que l'Allemagne, mon pays d'origine, fait preuve d'un grand appui. Les pays scandinaves aussi. La Suisse a déjà annoncé une augmentation de 40 p. 100, et même plus. L'Arabie saoudite augmentera elle aussi sa contribution de 50 p. 100, et peut-être plus.

Nous avons également de nouveaux donateurs. Nous avons essayé très activement d'en recruter deux ou trois. Par exemple, le Mexique va annoncer sa première contribution. Il a déjà profité de l'aide, mais veut aujourd'hui donner à son tour. Il pourrait même coprésider la reconstitution des ressources, avec le secrétaire général des Nations Unies et d'autres intervenants.

Vous venez de parler de la Corée, et je tiens à dire quelques mots à ce sujet puisqu'il s'agit d'une économie émergente. La Corée du Sud contribue déjà au fonds, mais nous croyons qu'elle aussi augmentera considérablement son apport, puisque Svend et moi-même y sommes allés récemment.

Il y a un facteur important au sujet de la Corée. Nous déployons en Corée du Nord des programmes d'une valeur de 70 millions de dollars américains pour lutter contre la tuberculose et le paludisme. Cet élément est essentiel aux yeux de la Corée du Sud, car elle peut ainsi verser des fonds à la Corée du Nord par l'intermédiaire de notre organisation multilatérale.

C'est aussi vrai pour le Canada, naturellement. Il n'est pas évident de mettre en place des programmes là-bas en contournant l'administration du pays. Nous ne donnons pas le moindre sou au gouvernement nord-coréen. Nous fournissons plutôt des médicaments contre la tuberculose et des outils de prévention du paludisme à nos partenaires de l'ONU en Corée du Nord.

Voilà notre principal message puisque c'est l'année de la reconstitution de nos ressources. Pour terminer, j'aimerais parler de notre collaboration avec le secteur privé, car je sais que c'est très important. Le Fonds mondial est un partenariat public-privé, et nous recevons des sommes importantes d'un certain nombre de sociétés.

Nous collaborons plus particulièrement avec les industries extractives. Chevron, un de nos principaux donateurs, nous verse plus de 50 millions de dollars. Nous recevons aussi de l'aide d'Anglo American et d'autres entreprises.

Lors de la prochaine réunion du conseil d'administration qui aura lieu dans deux semaines, nous ferons l'annonce d'un nouveau donateur au sein des industries extractives. Nous serions ravis de consulter les industries extractives canadiennes pour voir si elles sont intéressées, puisqu'il s'agit d'une sorte d'objectif commun. Ces maladies font des victimes chez les travailleurs de bien des sociétés du secteur. La tuberculose fait bien des ravages, surtout dans le secteur minier. Nous voulons concevoir un programme en collaboration avec cette industrie pour lutter contre la tuberculose chez les mineurs. Nous y contribuons et demandons au secteur privé d'en faire autant.

Enfin, nous collaborons aussi avec des personnes fortunées. Nous venons d'ailleurs de recevoir une première contribution importante d'un Asiatique bien nanti: il nous a annoncé un don de 65 millions de dollars, après quoi Bill Gates nous a versé un montant équivalent de 65 millions de dollars.

Il s'agit là d'une importante contribution privée. Nous espérons que la reconstitution des ressources permettra d'en attirer d'autres. Il serait merveilleux de trouver un tel donateur au Canada. Je suis persuadé que des personnes sont prêtes à investir en santé à l'échelle mondiale.

Vous pouvez compter sur nous pour travailler en étroite collaboration avec le secteur privé. Nous veillerons à ce que des sommes importantes soient annoncées de ce côté dans le cadre de la reconstitution des ressources pour démontrer qu'il s'agit d'un partenariat international auquel tant les gouvernements que le secteur privé doivent contribuer.

Je vais m'arrêter ici pour vous laisser la chance de nous poser des questions et de faire des commentaires.

Merci beaucoup, monsieur le président.

• (1210)

**Le président:** Merci, docteur Benn.

Nous allons commencer les questions sans plus tarder. Monsieur Dewar, vous avez cinq minutes.

**M. Paul Dewar:** Je vais commencer, après quoi je partagerai mon temps avec Mme Laverdière, ma collègue.

Je tiens tout d'abord à vous dire que c'est une bonne nouvelle et à vous remercier. Je veux aussi souligner que le comité appuie cette cause à l'unanimité, et le gouvernement aussi. Mes collègues seront peut-être étonnés, mais je félicite d'ailleurs le gouvernement de son engagement à l'endroit du Fonds mondial. Je le pense vraiment. C'est très important. J'ai vu le travail sur le terrain, et c'est une excellente nouvelle d'apprendre aujourd'hui que les efforts ont porté leurs fruits.

J'ai une toute petite question. Qu'arriverait-il si le Canada mettait un terme à sa contribution? Notre engagement prend fin en 2014, je crois. Quelles seraient les répercussions d'une telle décision?

**Dr Christoph Benn:** D'abord et avant tout, une telle décision enverrait un message très négatif aux autres donateurs. Il nous serait ensuite pratiquement impossible de recevoir la contribution américaine. Comme je l'ai dit, un certain nombre de pays, même des pays européens dont l'économie va mal — comme les Pays-Bas, dont le budget a subi des compressions draconiennes —, nous assurent qu'ils ne diminueront pas leur contribution au Fonds mondial. Ils pourraient même l'augmenter légèrement. Même l'Italie envisage de faire un don, alors qu'elle n'a pas pu le faire pendant un certain nombre d'années.

Le Canada est reconnu pour être un chef de file en santé à l'échelle mondiale, et, malgré les pressions, son économie n'est probablement

pas aussi menacée que celle des pays d'Europe ou du Japon, par exemple. S'il prenait une telle décision, il enverrait un message très négatif aux autres. Une reconstitution des ressources est toujours un effort collectif, et il faut y contribuer.

À ma connaissance, aucun donateur majeur n'a laissé entendre jusqu'à maintenant qu'il allait diminuer son aide. Je ne peux pas garantir que toutes les contributions vont augmenter, mais je n'ai eu vent d'aucune coupure. Comme je l'ai dit, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et d'autres vont assurément augmenter leur contribution.

**Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD):** Merci beaucoup, et je vous remercie des bonnes nouvelles. C'est tellement rare que notre comité en reçoit autant.

J'ai trouvé fort intéressant de constater la diversité des donateurs du Fonds mondial: sources nationales, sources privées et nouveaux venus, comme le Mexique et la Corée du Sud. Je me rends compte de toute l'influence que l'aide financière du Canada a non seulement sur les États-Unis, mais aussi sur bon nombre d'autres partenaires.

À mon avis, l'une des observations importantes que vous avez faites concerne le tournant et le fait que nous pourrions reprendre le contrôle des maladies. Je suppose que vous conviendrez que si nous n'agissons pas maintenant, les coûts seront plus élevés et il y aura des risques pour la santé, y compris la nôtre.

À quel moment vous attendez-vous à ce que le Canada fasse une annonce, par exemple? Quel serait le bon moment pour lui de manifester son appui?

**Dr Christoph Benn:** Une conférence des donateurs aura lieu vers la fin de l'année. Je ne peux pas encore vous dire la date. Nous nous attendons à ce que ce soit en novembre. C'est habituellement le secrétaire général Ban Ki-moon qui la convoque. C'est le moment où l'on s'attend à ce que tous les donateurs, dont le Canada, fassent leurs annonces. Nous nous attendons à une annonce sur la contribution du Canada pour la période de reconstitution des ressources 2014-2016 d'ici le mois de novembre.

**Mme Hélène Laverdière:** Je remarque qu'un certain nombre de pays, dont les États-Unis et la Suisse, ont déjà fait des annonces. Je pense que la Suisse augmente sa contribution de 40 p. 100. Cette fois-ci, vous demandez une augmentation d'environ 50 p. 100. Est-ce utile de quelque façon que ce soit lorsque les pays s'avancent tôt?

• (1215)

**Dr Christoph Benn:** Bien entendu, car ils créent ainsi un mouvement. La conférence des donateurs aura lieu à l'automne, mais si certains pays le font assez tôt, ils contribuent à donner un élan. Dans les cas des États-Unis, parce qu'ils ont un échéancier différent — le président Obama a présenté son budget de 2014 en avril —, cela a été très utile.

La Suisse était déjà en mesure d'annoncer son augmentation. Nous nous attendons à ce qu'il y ait quelques autres annonces au cours de l'été, mais c'est en novembre que cela doit être fait.

**Mme Hélène Laverdière:** Espérons que le grand leadership du Canada à cet égard, que nous reconnaissons, préservera l'élan.

**Le président:** Merci beaucoup.

La parole est à Mme Brown, pour cinq minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

**Mme Lois Brown (Newmarket—Aurora, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Messieurs, je vous souhaite la bienvenue. Nous sommes ravis de vous accueillir de nouveau et d'entendre les compliments que vous faites sur le Canada et le leadership dont nous faisons preuve.

Bien sûr, avec le premier ministre actuel, nous avons augmenté nos contributions et elles sont généreuses. Le ministre Fantino vient d'annoncer un autre montant de 20 millions de dollars. Cela dépasse les contributions que nous avons déjà versées. Le Canada l'a fait au cours des dernières années. Notre bilan est positif.

J'aimerais parler de la faisabilité quant à l'acte de foi que vous faites. Vous avez présentement un budget d'environ 10 milliards de dollars. Vous voulez l'augmenter à 15 milliards. Compte tenu du contexte économique actuel, c'est un important acte de foi.

Combien de pays ont déjà rempli cet engagement? Quelle partie de vos 10 milliards de dollars n'a pas été comblée parce que des pays n'ont pas respecté leur promesse de dons? Je pense que c'est l'un des facteurs qui devra être pris en considération dans le cadre du prochain plan d'activités, après 2014.

**Dr Christoph Benn:** Merci beaucoup. C'est une question très importante. Nous avons un excellent bilan lorsqu'il s'agit des promesses des contributions.

Lors de la dernière conférence sur la reconstitution des ressources qui s'est tenue à New York, en 2010, nous avons reçu des promesses de dons de gouvernements de l'ordre de 9,2 milliards de dollars, et nous nous attendons à recevoir 10,4 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, parce que quelques pays, comme la Suède et les Pays-Bas, n'étaient pas en mesure de faire leurs promesses de dons à ce moment-là. Il y avait des élections, mais ils ont payé depuis, et nous nous attendons donc à ce que les paiements dépassent les promesses faites en 2010.

Quelques pays, comme l'Espagne et l'Italie, n'ont pas fait de promesse à ce moment-là. L'économie allait tellement mal qu'ils n'ont même pas promis de financement, et n'ont pas fait de paiement au cours de cette période. Comme je l'ai dit, le nouveau gouvernement italien met tout en oeuvre pour revenir. C'est un pays du G8, et je pense qu'il fera une promesse de dons.

Parmi les pays qui ont fait une promesse de dons, certains l'ont dépassée, mais vous avez tout à fait raison: le Canada a toujours été un exemple à cet égard. Peu importe ce qu'il dit, il verse les dons, mais je peux vous dire qu'il en est de même pour presque tous les autres pays également, sauf quelques-uns, qui n'ont même pas osé promettre du financement en raison du contexte économique difficile.

**Mme Lois Brown:** Je sais que lorsqu'on négocie des contrats, on demande toujours plus que ce qu'on s'attend à recevoir. Y a-t-il un montant que vous pourriez accepter compte tenu de ces contraintes? Pourriez-vous dire, par exemple, qu'en obtenant 13 milliards de dollars, vous serez en mesure d'accomplir vos objectifs en bonne partie?

**Dr Christoph Benn:** Lors de notre conférence sur la reconstitution des ressources qui s'est tenue à Bruxelles, en avril, nous avons annoncé les 15 milliards de dollars. Nous avons défini ce montant d'une façon légèrement différente. Il ne s'agit pas du Fonds mondial en tant qu'institution. Je ne dirais pas que le Fonds mondial a besoin de 15 milliards de dollars. Nous avons dit que ce sont les pays qui ont besoin de cette somme. Elle viendrait appuyer leurs propres

activités, de sorte que nous puissions couvrir plus de 80 p. 100 de la population, ce qui nous permettrait d'aider tellement de gens que nous pourrions marquer un tournant dans la lutte contre les maladies. Il ne s'agit pas du Fonds mondial en tant qu'institution. Il s'agit de la contribution que nous pouvons faire pour lutter efficacement contre ces maladies et les éliminer. Oui, si nous obtenons 12, 13 ou 14 milliards de dollars, nous utiliserons cette somme, mais nous ne pourrions pas aider autant de gens. Nous devons combattre les maladies plus longtemps au bout du compte, et nous pourrions voir une résurgence d'épidémies entre-temps. C'est déjà arrivé. Si nous cessons de fournir des moustiquaires de lits aux gens, la malaria ressurgira rapidement. Il nous faut la ramener à un niveau où il ne peut pas y avoir d'épidémie.

Nous pouvons le faire, mais nous...

● (1220)

**Mme Lois Brown:** C'est comme ce que nous avons fait dans le cas de la polio. Nous avons marqué un tournant en essayant de l'éradiquer, et nous avons fait avancer les choses.

J'aimerais maintenant parler un peu du partenariat que vous créez avec le secteur privé. Je suis vraiment ravie d'entendre ce qui s'en vient. Comment décririez-vous votre expérience avec l'industrie extractive, les entreprises avec lesquelles vous collaborez? C'est un domaine d'expertise du Canada. Nous avons un grand nombre d'entreprises d'extraction dans le monde. J'en ai moi-même vu beaucoup en Afrique. Comment décririez-vous votre expérience avec elles et dans quelle mesure ces partenariats sont-ils bons pour vous?

**Le président:** Monsieur Benn, le temps est écoulé, mais je vous demanderais de répondre brièvement avant que nous cédions la parole à M. Eyking.

**Dr Christoph Benn:** Je crois que comme toutes les autres industries, l'industrie extractive est durement éprouvée par ces maladies, car elles touchent leurs travailleurs de façon particulière. Le VIH et la tuberculose sévissent dans les mines, surtout dans la région de l'Afrique australe, où il y a beaucoup de mines. C'est pourquoi la question suscite l'intérêt de ces entreprises et qu'un certain nombre d'entre elles nous appuient déjà. Nous établissons des liens avec le secteur, y compris des entreprises canadiennes, en cette année de reconstitution des ressources, pour voir si cela peut devenir une initiative d'ensemble avec l'industrie extractive et le Fonds mondial.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous terminons par M. Eyking, qui dispose de cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de votre présence. Je suis ravi de vous revoir, Svend.

Je vais revenir sur certaines observations de Mme Brown. Nous avons parcouru beaucoup de chemin dans le cas de la polio, de la tuberculose — en fait, la tuberculose est en recrudescence —, et de la malaria. J'ai visité récemment la Fondation Bill Gates et l'un de ses messages était bien sûr « résultats » et « participation » pour le pays qui reçoit l'aide.

Oui, il y a une recrudescence de la tuberculose, surtout en Afrique australe où l'industrie extractive mène ses activités. Toutefois, il est question du mode de vie et de la communauté et de la façon dont ils évaluent la façon dont ils vivent. Je n'essaie pas de lier totalement le sida et la tuberculose à cela, mais on voit ce qui se passe en Afrique subsaharienne, où il y a les plus grandes difficultés. Oui, ce serait formidable si vous receviez tout cet argent, et c'est une bonne chose pour les médicaments, et il faut que les médicaments soient accessibles lorsque les gens sont malades, mais que faites-vous dans ces pays pour aider l'industrie minière à faire face à ces situations pour ce qui est de la tuberculose et le mode de vie, et pourquoi le sida continue de sévir dans ces régions? Que fait votre groupe? Vous avez un gros budget, et que faites-vous — je reviens à la Fondation Gates, à la participation d'une tierce partie — pour résoudre un problème auquel vous faites face?

**Dr Christoph Benn:** J'aimerais avoir plus de temps pour parler des résultats, car je serais très heureux de le faire. Je pense que nos résultats sont très impressionnants. C'est aussi l'une des raisons pour laquelle Bill Gates appuie autant le Fonds mondial.

Je dirais très brièvement qu'au cours des 20 dernières années, le taux de mortalité causée par la tuberculose a baissé de plus de 40 p. 100. C'est un résultat impressionnant. Au cours des six dernières années, le taux de mortalité des suites du sida a baissé de 24 p. 100. Les résultats sont là. Nous avons les modèles. Comment pouvons-nous faire baisser le nombre de personnes atteintes de maladies? Si nous les diagnostiquons, si nous fournissons un traitement efficace, nous pouvons vraiment lutter efficacement contre ces maladies, mais il y a quelques difficultés. L'industrie minière, par exemple, offre un milieu de travail qui augmente les risques d'infection. C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts de sorte que nous puissions intervenir avant que la maladie resurgisse, sous la forme d'une tuberculose résistante aux traitements.

**L'hon. Mark Eyking:** Si je peux me permettre, des entreprises canadiennes mènent des activités dans l'industrie extractive là-bas. Que voudriez-vous leur dire si elles recevaient du financement de l'ACDI pour les aider à améliorer les conditions? Que devraient-elles faire pour s'assurer que les mineurs travaillent dans de meilleures conditions?

**Dr Christoph Benn:** Nous avons quelque chose de très concret à proposer à l'industrie minière: collaborer à la création d'un

programme dans lequel nous versons 100 millions de dollars, et l'industrie, 40 millions de dollars, par exemple. Nous nous attaquons aux problèmes liés à la tuberculose et au VIH dans ces communautés minières pour les travailleurs et leurs familles et les collectivités. Notre démarche est donc très ciblée. Nous nous attaquons à la maladie là où elle apparaît, et les entreprises en constateront les effets directs.

Nous pensons que c'est une proposition très novatrice dans un sens. Nous pouvons investir en coopération avec l'industrie, si l'on veut, pour en tirer le maximum.

• (1225)

**L'hon. Mark Eyking:** Pour revenir à la situation du SIDA, collaborez-vous avec les services de santé de certains de ces pays pour la prévention du SIDA?

**Dr Christoph Benn:** Absolument.

**L'hon. Mark Eyking:** Pourriez-vous m'en dire plus à ce sujet en une minute?

**Dr Christoph Benn:** Pour le SIDA, environ la moitié des ressources sont consacrées à la prévention, et l'autre moitié, au traitement. Il faut axer les efforts sur la prévention; c'est un volet très important. Dans certains cas, c'est la sensibilisation, dans d'autres, c'est la circoncision maintenant. Soit dit en passant, cela s'appliquerait aux mineurs également. La circoncision est l'un des moyens de prévention le plus efficace pour empêcher la transmission du VIH. Il y a des services de conseils professionnels et de tests, la sensibilisation à l'utilisation du préservatif. Il faut cibler les interventions, mais cela peut être efficace, car nous pouvons montrer dans quelle mesure le taux d'infection par le VIH a baissé dans bon nombre de pays.

**L'hon. Mark Eyking:** Merci.

**Le président:** Messieurs, je vous remercie beaucoup. Nous avons été capables de tenir notre séance malgré tous les votes qui ont lieu, et je vous remercie de votre patience à cet égard.

Je remercie beaucoup les membres du comité de nous avoir aidé avec tout cela aujourd'hui.

Cela dit, notre prochaine réunion aura lieu mardi. La séance est levée.







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>